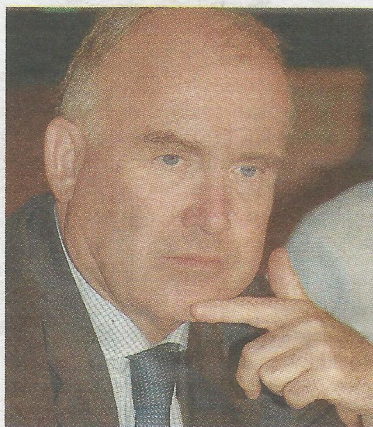


## "Favorable au dialogue"

**La Chambre d'agriculture, les agriculteurs et les politiques donnent leur point de vue sur l'évolution de ce dossier.**



Dominique Bussereau, président du Conseil général et ancien ministre des transports et de l'agriculture.

© D. R.

Si certains agriculteurs crient déjà victoire, Christine Bouquet, la présidente de l'association Terres de Saintonge, reste méfiante. "Nous sommes satisfaits, mais nous allons attendre le résultat de cette étude sur les routes existantes. Rien n'est encore gagné", tempère-t-elle. Même son de cloche chez l'agriculteur Philippe Fabier, également conseiller municipal à Sainte-Gemme, qui était allé s'entretenir avec le président de la Chambre d'agriculture en début d'année. Il se félicite de ce changement de cap: "Cette prise de position de la Chambre d'agriculture a été une vraie surprise. Jamais nous n'aurions pensé à une telle évolution dans ce dossier. Nous en étions plutôt à étudier le volet juridique."

Luc Servant, le président de la Chambre d'agriculture de Charente-Maritime, se réjouit lui aussi de voir une autre piste à l'étude. Il ajoute: "Nous serons invités à émettre un avis institutionnel, et il est clair que nous ne sommes pas favorables à la diminution des terres agricoles. Nous prendrons donc position pour le projet qui aura le moins d'impact." Comme son président, Michel Blanchard rappelle que la Chambre d'agriculture est uniquement prestataire de services pour le Conseil général, qu'elle n'a aucun rôle décisionnaire. C'est pourtant lui qui a lancé l'idée d'étudier le réseau existant: "Ce n'était pas à l'ordre du jour

mais il semblerait que le Conseil général ait retenu cette proposition, même s'il faut encore officialiser les choses."

### "Un traumatisme chez les agriculteurs"

Le député Didier Quentin, qui avait rencontré les agriculteurs lors de la campagne des législatives, était également favorable à un compromis. Il était intervenu pour provoquer cette réunion du 8 mars, et s'est positionné pour l'utilisation du réseau existant, notamment via une meilleure signalisation. "Il y a souvent des embouteillages au carrefour de Cadeuil, mais ceux qui connaissent le pays savent prendre les petites routes pour éviter les blocages. Nous pourrions utiliser le réseau existant avec des itinéraires bis, ou des itinéraires verts, qui permettraient de mieux diffuser la circulation et de faire découvrir le pays." Quant à savoir si le Département a "plié" dans cette affaire: "Il n'y a pas à chercher qui a gagné et qui a perdu, mais il fallait calmer le jeu: faire avec le réseau existant et élargir les routes là où cela est possible, plutôt que de créer un traumatisme chez les agriculteurs." Il ajoute que cette solution offre aussi quelques avantages financiers, ce qui est loin d'être anecdotique par les temps qui courent.

Dominique Bussereau, de son côté, refuse de parler d'un recul du Département. "Je suis toujours favorable au dialogue. On nous a demandé d'étudier un point qui posait problème, et c'est que nous faisons en mandatant la Chambre d'agriculture pour une étude complémentaire", répond le président du Conseil général. Le rapprochement des agriculteurs avec les opposants de Notre-Dame-des-Landes? "Cette histoire est une plaisanterie, répond l'ancien ministre, il y a trois ou quatre agriculteurs et 500 anarchistes venus de toute l'Europe. Ce n'est pas une affaire agricole, et il s'agit d'un aéroport international, pas d'une route départementale, cela n'a rien à voir." Le résultat de l'étude complémentaire est attendu dans six mois. À son terme, une nouvelle réunion sera organisée avec les agriculteurs.